

Agronomie

environnement & sociétés

La revue de l'association française d'agronomie

Revivifier le lien entre l'agronomie et les agronomes

■ Quels sont les défis pour l'agronomie ?

Les enjeux internationaux de l'agriculture et les implications pour l'agronomie / L'agronomie dans l'exploitation agricole : quelle utilité ? / Agronomie et agriculture : histoires parallèles ? / Les défis pour l'agronomie : réactions de trois agronomes / Agronomes, innovez pour l'avenir !

■ Quel est le point de vue des agronomes sur l'agronomie et sur leur métier ?

■ Quels partenariats de l'association française d'agronomie avec les associations partenaires existantes ?

Revivifier le lien entre l'agronomie et les agronomes

Projet éditorial de la revue *Agronomie, Environnement et Sociétés*

Jean BOIFFIN

Directeur de recherches INRA

Président de l'Association Française d'Agronomie de 2008 à 2011

La création de l'Association

Française d'Agronomie (Afa), et aujourd'hui la parution du premier numéro de sa revue, s'inscrivent résolument dans la perspective de constitution d'une communauté scientifique et technique, soucieuse de la vitalité, de l'utilité et du devenir de la discipline qui la sous-tend. Elles font suite à une gestation de plusieurs années, jalonnées par les « Entretiens du Pradel », rencontres tenues de façon hautement symbolique sur le domaine d'Olivier de Serres. En 2006, suite aux quatrièmes Entretiens intitulés « Agronomes et diversité des agricultures », une réflexion s'est cristallisée autour des métiers d'agronomes¹ et a conclu à la nécessité de créer un cadre permanent d'échanges et de débats autour de l'agronomie. L'Afa a tenu son assemblée générale constitutive le 23 octobre 2008 et les pages qui suivent réunissent les versions écrites des interventions présentées à cette occasion.

Au-delà de l'intérêt propre à chacun d'entre eux, le rassemblement de ces textes au sein du numéro inaugural de la revue est une illustration du projet global qui sous-tend la création de l'Afa.

Il faut donc le mettre en regard du contexte dans lequel est intervenue cette création et de sa

finalité profonde : mieux asseoir l'identité de l'agronomie et mieux affirmer son utilité. Il faut aussi le resituer par rapport au projet de revue et à sa ligne éditoriale. On pourra alors expliciter les intentions qui ont conduit à inclure dans ce numéro les différents textes qui suivent.

1) Comblant un vide étonnant

Une profession sans association

A la différence de nombreuses autres communautés scientifiques et techniques liées à l'agriculture et à l'environnement, celle des agronomes ne disposait pas en France d'une structure associative, analogue à l'Association Française de Zootechnie, à l'Association Française d'Etude des Sols, à la Société Française de Biologie Végétale, à la Société Française d'Economie Rurale, ou à bien d'autres encore. L'ESA (European Society for Agronomy), créée il y a seulement vingt ans, en grande partie d'ailleurs à l'initiative de chercheurs et enseignants-chercheurs français, s'est depuis l'origine définie comme une société savante. Les agronomes exerçant des métiers autres que ceux de chercheur ou enseignant-chercheur, autrement dit la grande majorité des agronomes, ne pouvaient donc y trouver un cadre d'échanges correspondant à l'ensemble de leurs préoccupations.

Cette lacune est surprenante car à première vue l'agronomie ne souffre, par rapport aux autres disciplines et en France, ni d'un manque d'identification professionnelle, ni d'un déficit d'image. Au sein de nombreux organismes de formation, recherche ou développement, le terme *agronomie* figure, seul ou désormais souvent associé au terme « environnement », dans l'intitulé de sous-ensembles conséquents : chaires, départements, services, laboratoires, stations... etc., ce qui dénote bien le caractère structurant qu'accordent ces organismes à l'agronomie en tant que domaine d'activité. Il figure également depuis plusieurs décennies comme mention de spécialisation dans les intitulés de diplômes d'ingénieurs agronomes délivrés par de nombreux établissements reconnus. Les termes *agronomie* et *agronomes* sont généralement évoqués avec sympathie par les médias, et plutôt bien perçus dans l'opinion publique, alors même que beaucoup de questions

¹ *Des agronomes pour demain*, M. Benoît et al. (coord.), 2008, Editions Quae.

en rapport avec l'agriculture sont sujettes à controverse. Il est largement admis que la plupart des grands enjeux de développement durable ne peuvent être correctement appréhendés sans que soit pris en compte l'apport spécifique de l'agronomie. Dans des sphères qui ne sont pas exclusivement agricoles, il est de façon récurrente question de « relancer » ou « revenir à » l'agronomie.

Ce n'est donc pas parce que leur formation ou leurs professions auraient été décriées ou seraient tombées en désuétude, que les agronomes se sont ainsi abstenus : au contraire, leur discipline leur vaut une considération sociale enviable. Sous réserve d'une analyse ultérieure plus approfondie, on peut évoquer trois pistes d'explication du retard à mettre sur pied une communauté professionnelle organisée.

Polysémie des termes, étendue et variabilité du domaine

La première est la largeur de l'éventail des définitions et conceptions de l'agronomie, dont le corollaire direct est la difficulté pour les agronomes à percevoir ce qui constitue leur identité commune. L'illustration des deux extrêmes de l'éventail nous est fournie par deux dictionnaires usuels : ainsi le Petit Robert définit l'agronomie comme l'« étude scientifique des problèmes [...] que pose la pratique de l'agriculture », désignant ainsi un vaste domaine pluridisciplinaire (de même que l'adjectif agronomique dans « recherche agronomique ») ; alors que le Petit Larousse la définit comme l'« étude scientifique des relations entre les plantes cultivées, le milieu et les techniques agricoles ». Dans cette dernière acception « au sens strict », qui est celle à laquelle se réfèrent les statuts de l'Afa, on considère l'agronomie comme une discipline à la fois scientifique et technologique. Soulignons au passage l'importance du suffixe *nomie* (règle, loi au sens aussi bien scientifique que juridique). Par rapport au suffixe *logie* (discours sur, connaissance de), il implique une grande extension du domaine couvert : l'agronomie doit répondre à des questions qui sont non seulement de type « que se passe-t-il si ? » - sous entendu : si l'agriculteur agit de telle ou telle façon -, mais aussi de type « que faut-il faire pour ? » - sous entendu : pour atteindre tel ou tel objectif. Comme l'économie,

l'agronomie a ainsi une double perspective, respectivement positive et normative selon la terminologie des sciences sociales : elle cherche à expliquer et prévoir l'effet des techniques sur l'agro-écosystème, et en sens inverse, elle cherche à identifier les voies et moyens (notamment itinéraires techniques, systèmes de culture) pour atteindre des objectifs. Même au sens restreint du terme, le champ de l'agronomie est donc très vaste, sujet à débat et par là même très évolutif dans ses contours. Il n'est donc pas étonnant qu'en fonction de l'attention portée à telle ou telle des composantes de l'agro-écosystème (le peuplement végétal, le sol, le climat, les techniques...), ou à tel ou tel niveau d'appréhension des problèmes (station, parcelle, exploitation...), différentes variantes aient été données à la définition de base². Ainsi, dans l'introduction générale de l'ouvrage « L'agronomie aujourd'hui », T. Doré met en exergue le gradient d'importance accordée à l'action anthropique dans l'évolution des définitions de l'agronomie³.

Dans la sphère de la recherche, l'agronomie a toujours été sujette aux forces centrifuges. Au sein de l'INRA par exemple, son identification en tant qu'intitulé de structure scientifique est ancienne, mais les contours du domaine correspondant n'ont été stabilisés qu'en 1993, lorsqu'a été formalisée et actée la coexistence, au sein du Département d'Agronomie, de trois champs thématiques distincts mais complémentaires : l'écophysiologie des plantes et peuplements cultivés, l'effet des interventions culturales sur le fonctionnement et l'évolution des agro-écosystèmes, la conception des itinéraires techniques et systèmes de culture. A la même époque, au sein du Département SAD⁴ de l'INRA, d'autres agronomes étudiaient déjà ce que M. Sebillotte a énoncé plus tard⁵ comme étant deux autres catégories majeures d'objets d'étude et d'intervention pour l'agronomie :

² Cette variabilité est encore plus marquée lorsqu'on considère les acceptions portées par les traductions du mot « agronomie » dans les langues étrangères.

³ *L'agronomie aujourd'hui*, T. Doré et al. (coord.), 2006, Editions Quae.

⁴ Pour Systèmes Agraires et Développement, puis Sciences pour l'Action et le Développement.

⁵ M. Sebillotte, 2001 : *Apprendre, chercher, innover. Les parcours d'un agronome*, INRA, série Bilan et Prospectives, 62 p.

l'agriculteur d'une part, le territoire d'autre part. Mais leur légitimité en tant que champs de recherche (d'ailleurs pluridisciplinaires) a mis encore plus de temps à être institutionnellement reconnue. Dans la sphère de l'enseignement, les chaires en charge de l'enseignement d'agronomie au sein des différents établissements d'enseignement supérieur agronomique dispensaient des contenus très variables : souvent de petite taille en raison de la fragmentation du dispositif national, les équipes d'enseignants avaient souvent tendance à faire coïncider le périmètre de leur enseignement avec celui de leurs compétences et centres d'intérêt.

Identification ancienne mais reconnaissance récente

Cette diversité dans la pondération des différentes composantes du champ de l'agronomie a eu pour corollaire une deuxième cause de retard à l'émergence d'une communauté des agronomes : la reconnaissance tardive de l'autonomie et de la consistance théoriques de l'agronomie. Jusqu'au début des années 90, les différents professeurs d'agronomie en poste au sein des établissements d'enseignement supérieur ont eu eux-mêmes des avis et pratiques très divergents sur cette question. Nombreux étaient ceux qui enseignaient l'agronomie comme prolongement applicatif d'autres disciplines, considérées comme lui apportant un fondement scientifique qu'elle ne détenait pas par elle-même : selon les cas, la génétique ou la physiologie végétale, la chimie agricole, la science du sol, la statistique... En fait, pour que l'agronomie parvienne à être définitivement reconnue comme discipline en tant que telle en France - aussi bien par les agronomes eux-mêmes que par les autres communautés scientifiques et techniques - il a fallu attendre que s'élabore et s'impose un ensemble de concepts et méthodes spécifiques, qui sont alors devenus un ciment identificateur. L'apport inestimable à cet égard de S. Hénin⁶ puis M. Sebillotte, s'est constitué de façon progressive pendant au moins cinq décennies,

dans un contexte et avec un accueil qui n'avaient rien de consensuels.

Innovation et productivisme : l'agronomie hors jeu ?

Enfin on peut suggérer une dernière piste d'explication : c'est la façon dont l'agronomie a été mise à contribution dans le processus d'innovation technique qui a prévalu en France jusqu'au début des années 90. On peut caricaturer cette contribution en la qualifiant d'accompagnement plutôt que de pilotage : le rôle des agronomes était alors plus lié à une activité de diagnostic, portant essentiellement sur la variabilité des rendements et sur leur déficit par rapport aux potentialités, qu'à un apport direct d'invention technologique. Ce dernier était massivement issu des différents secteurs de l'agrofourmure, sur la base de connaissances scientifiques relevant davantage de la génétique, de la phytopharmacie ou du machinisme agricole, que de l'agronomie. L'intégration de ces nouveautés technologiques au sein des itinéraires techniques et systèmes de culture était alors assurée par les agriculteurs eux-mêmes. L'expérimentation factorielle intervenait en appui complémentaire, plutôt à titre de contrôle *a posteriori* que véritablement d'exploration *ex ante*. Cette phase de « progrès technique » à caractère additif et empirique, que l'on peut schématiser comme un vaste processus d'essais-erreurs focalisé sur l'augmentation des rendements, a progressivement abouti à ce que les compétences en agronomie soient de moins en moins perçues comme directement efficaces, et soient de moins en moins prioritaires dans les recrutements des organismes de développement et recherche-développement. La crainte que l'agronomie ne disparaisse de ces organismes et ne devienne l'apanage exclusif des enseignants et des chercheurs a d'ailleurs été l'une des motivations principales des promoteurs de la « Relance Agronomique » du début des années 80. Les deux principaux inspirateurs de cette démarche, J. Hébert (alors directeur de la Station Agronomique de l'Aisne) et M. Sebillotte (Professeur d'Agronomie à l'INA-PG) parlaient de « Relance de l'Agronomie ». Encore plus qu'un amoindrissement quantitatif, ils redoutaient que l'agronomie, moins sollicitée sur le terrain, ne bénéficie plus du ressourcement engendré par

⁶ Sa thèse intitulée « Essai sur la méthode en agronomie », rédigée en captivité et réalisée sous la houlette de Gaston Bachelard, a été publiée en 1944.

les interactions entre agriculteurs, techniciens, formateurs et chercheurs. A *contrario*, le redémarrage de l'agronomie au sein des organismes de développement, observable à partir de la fin des années 90, peut être considéré comme ayant au moins en partie son origine dans la remise en cause de l'intensification productiviste et des formes d'innovation qui lui étaient associées : pour économiser les intrants, maîtriser les impacts environnementaux de la production et améliorer la qualité des produits, il devenait impératif de mieux tenir compte du fonctionnement des agro-écosystèmes.

2) La relation métier-discipline au cœur du projet de l'Afa

Métiers, discipline, communauté : un tripode nécessaire

L'identification de l'agronomie en tant que discipline autonome et porteuse d'innovation agricole n'est en définitive pas très ancienne, et cela explique au moins en partie, le retard à la structuration de la communauté des agronomes. En sens inverse, « il n'y a de discipline que dans la mesure où une communauté existe », comme l'écrivait M. Sebillotte⁷. Cette réciprocité du lien met les agronomes face à leurs responsabilités : le défaut de structuration de la communauté professionnelle peut, à terme, se révéler dommageable pour la discipline : si la communauté des agronomes n'éprouve pas le besoin de s'organiser pour dialoguer et s'exprimer, a-t-elle véritablement un fondement ? Est-il justifié de soutenir des revues et publications spécialisées dans ce domaine ? Dans les fiches de postes à recruter, le mot-clé agronomie est-il un identifiant principal ou un qualificatif subsidiaire ? Et en définitive, est-il vraiment nécessaire d'enseigner l'agronomie ? S'ils souhaitent que les métiers et emplois d'agronomes se développent, que leur discipline soit durablement reconnue comme utile et digne d'investissement, les agronomes doivent donc s'organiser et le faire savoir. Mais sur la base de quel projet ? Les réflexions et débats qui ont

conduit à la création de l'Afa ont mis en évidence trois grandes perspectives pour affermir l'identité de la discipline.

Stimuler et partager les réflexions sur l'agronomie

En premier lieu, il faut faire de cette identité et de son évolution des objets de réflexion et de débat largement partagés, bien au-delà du cercle des enseignants-chercheurs et responsables de recherche. Ayant à présenter des orientations et programmes d'enseignement ou de recherche, ces derniers sont naturellement amenés à mettre en forme des définitions, des contours et les grandes subdivisions de l'agronomie. De surcroît, ce premier cercle des « définisseurs » de l'agronomie est particulièrement bien placé pour discerner et analyser les interfaces avec les autres disciplines scientifiques et leurs évolutions. Pour autant, il est loin de détenir l'ensemble des données et expériences qui constituent la matrice vivante et évolutive de l'agronomie. En schématisant, on peut dire que cette matrice a trois composantes : l'évolution des connaissances, aussi bien à l'extérieur qu'au sein même de l'agronomie, les problèmes qu'ont à résoudre les agriculteurs dans leurs exploitations, et les questions qu'induisent les enjeux sociétaux dans leurs relations avec l'agriculture et la production végétale. La place essentielle que prennent aujourd'hui en agronomie les connaissances et compétences relatives à la gestion de l'environnement n'a pas son origine première dans le progrès des recherches en agronomie, et elle s'est d'ailleurs accrue de façon plus tardive au sein des sociétés savantes que dans la sphère socioprofessionnelle. Quant à l'influence des questions plus strictement agricoles et techniques, elle peut être illustrée aujourd'hui par le retour en force, au sein même de l'agronomie, des questions phytosanitaires et de la malherbologie, qui en avaient été évacuées. On mesure bien aujourd'hui la grande portée qu'a ce retour en force : rapprochement vis-à-vis de l'écologie, investissement à consentir dans des compétences et sujets de recherche nouveaux... Rétrospectivement, l'importance accordée dans les années 60-70 à la maîtrise des propriétés et comportements physiques des sols et aux compétences correspondantes, ne peut se comprendre qu'à la lumière des transformations d'usage des terres qui ont marqué la décennie 50-

⁷ M. Sebillotte, 2006 : *Penser et agir en agronome*. Préface à l'ouvrage déjà cité de Doré et al. (coord.).

60. Puisque l'identification des questions à traiter en agronomie, qui détermine pour partie l'évolution de son identité, n'est pas réductible à une démarche cognitive, elle doit être l'objet d'un dialogue continu organisé entre différentes catégories d'agronomes, entre agronomes et agriculteurs, et plus largement avec un large éventail d'acteurs professionnels ou scientifiques.

Agronomes, un métier à problèmes

En second lieu, l'une des voies privilégiées par lesquelles l'agronomie doit exprimer son identité et son utilité, est la problématisation des questions et enjeux. Il faut donc que la communauté des agronomes accorde une place importante à cette démarche. Cette ligne directrice est le complément indispensable de la précédente : ce qui peut nourrir l'agronomie et faire évoluer son contenu, ce n'est pas une accumulation de questions techniques et problèmes sociétaux, apportés à l'état brut. Ces questions et problèmes doivent faire l'objet d'une réflexion et reformulation permettant d'en extraire ou dériver une problématique d'agronomie. La réduction d'usage des pesticides n'est pas en soi un problème d'agronomie : c'est en tant que tel, un problème à la fois agricole, sociétal et politique. Il donne naissance à une problématique agronomique si on le repose en termes de fonctionnement des agro-écosystèmes et des systèmes de cultures : comment intégrer la maîtrise des bioagresseurs dans les itinéraires techniques et les systèmes de culture, comment piloter les peuplements végétaux avec moins de pesticides, pour atteindre les niveaux de performance multi-critères que l'on s'est fixés ? De même, participer à la lutte contre l'effet de serre ne devient un problème d'agronomie – et n'engendre une réflexion sur son contenu – qu'à partir du moment où on met à jour les liens multiples et complexes entre systèmes de culture et augmentation ou diminution de l'émission nette de gaz à effet de serre.

En sens inverse, l'agronomie doit éclairer, affiner et enrichir la formulation des enjeux sociétaux. Aujourd'hui, la plupart des grands débats portant sur l'alimentation, l'environnement et la place de l'agriculture dans la société, considèrent les systèmes de production comme des boîtes noires dont les mécanismes et propriétés spécifiques

n'ont guère d'intérêt. Tout se passe comme si, à l'aide de quelques catégories sommaires (agriculture intensive, biologique, de conservation, etc...) on pouvait prédire le comportement de ces systèmes, en réponse à telle ou telle sollicitation, tel ou tel changement de contexte. Cette vision simplificatrice, qui court-circuite les objets et approches des agronomes, risque d'être pour eux un prétexte à se détourner des débats publics. Pourtant, et précisément parce que les actes, les acteurs et les systèmes qu'ils étudient ont une part d'autonomie et ne sont pas entièrement surdéterminés, les agronomes peuvent apporter des éclairages importants. Pour illustrer ce propos, bornons-nous à une question d'actualité, dans cette période de refonte de la Politique Agricole Commune : la multifonctionnalité de l'agriculture est-elle une gageure illusoire ou au contraire peut-elle devenir un principe de refondation de la PAC ? L'agronome peut apporter à cette question des éléments de réponse importants. Pour lui, la question à instruire sera : peut-on concevoir et mettre en œuvre des techniques, process et systèmes qui assurent *conjointement* et de façon à la fois rentable et durable, production de denrées et fournitures de services environnementaux rémunérés ? A travers son approche à la fois analytique et systémique du fonctionnement de l'agro-écosystème, il éclairera la plus ou moins grande compatibilité de ces différentes fonctions, et cet éclairage sera précieux vis-à-vis des modes et niveaux de rémunération à assurer à l'agriculteur. Pour de multiples enjeux politiques et sociétaux tels que l'usage des terres, le changement climatique, le défi alimentaire, la biodiversité, la qualité de l'eau, le développement territorial et bien d'autres encore, la contribution de l'agronomie à la problématisation gagnerait à être mieux prise en compte et pour cela mieux exprimée par les agronomes.

Se pencher sur la génétique de l'agronomie

Enfin, les agronomes doivent porter une grande attention non seulement aux questions motrices mais aussi aux mécanismes d'évolution de la discipline. L'agronomie se construit tous les jours de façon invisible dans d'innombrables lieux et circonstances concrètes, et la communauté des agronomes doit se donner les moyens de porter

un regard sur ce processus, de façon à prendre conscience en temps utile des évolutions en cours, et le cas échéant à prendre position. A l'issue des réflexions préparatoires, les adhérents ont identifié trois sujets de groupes de travail qui correspondent pleinement à cette préoccupation : l'histoire de l'agronomie, la capitalisation et la transmission des savoirs et savoir-faire en agronomie, les convergences et synergies avec les autres disciplines. L'interaction entre chercheurs, ingénieurs de R & D et enseignants est ici cruciale : c'est au crible de l'enseignement, et à travers l'élaboration de ce dernier, que les résultats de recherche et références techniques sont triés, prennent corps et sont mis en forme pour devenir de l'agronomie.

L'Afa, carrefour interprofessionnel plutôt que société savante

Ces trois lignes directrices débouchent de façon convergente vers l'idée que l'Afa doit être prioritairement un *carrefour interprofessionnel*, cadre d'échanges et d'interactions entre expériences et points de vue divers sur l'agronomie. Le rôle de société savante est d'ailleurs actuellement tenu par l'ESA et c'est bien à l'échelle européenne qu'il est pertinent de situer cette fonction. Se voulant complémentaire et solidaire de l'ESA, l'Afa assumera ce rôle dans une optique de subsidiarité, en se situant comme relais actif de l'ESA lorsque l'occasion s'en présentera.

3) La revue Agronomie, Environnement et Sociétés (AE&S) : un instrument pour approfondir et élargir les échanges

Pourquoi lancer une nouvelle revue ?

Cette initiative est la suite logique des réflexions précédentes sur l'importance de la problématisation comme démarche identitaire de la communauté des agronomes : cette problématisation ne doit pas se circonscrire aux débats oraux, à la littérature grise, aux articles d'actualité. Elle doit faire l'objet d'un processus de synthèse et de capitalisation qui passe par la triple épreuve de l'écriture, de la lecture critique

et du débat collectif rendu possible par une diffusion large. La mise en place d'un cadre d'accueil pour ce type d'exercice intellectuel doit créer une force d'appel qui, nous l'espérons, suscitera une dynamique de contribution qui avait sans doute du mal à s'exprimer pleinement à travers l'éventail existant des revues ou collections ouvert à l'agronomie. Cet éventail comprend de très nombreuses revues techniques et un assez grand nombre de revues scientifiques, ainsi que différentes collections d'ouvrages. Dans la majorité des cas, ces supports, soit ne sont pas spécifiquement dédiés à l'agronomie au sens restreint du terme, soit ne publient que de façon exceptionnelle des articles intégralement consacrés aux enjeux agricoles et sociétaux en tant que tels et à leur problématisation agronomique⁸.

Agronomie, Environnement et Sociétés

L'intitulé Agronomie, Environnement & Sociétés a été choisi après consultation des adhérents de l'association parmi beaucoup d'autres propositions. Ce choix exprime de façon explicite les orientations que nous venons d'énoncer : la revue doit être le cadre d'expression aussi approfondie que possible des échanges et débats d'idée sur l'ensemble des enjeux et problèmes auxquels est confrontée l'agronomie aujourd'hui, non seulement dans le contexte français et européen, mais de façon beaucoup plus large.

La présence du terme Environnement souligne le saut qualitatif qu'a représenté pour l'agronomie la prise en compte des finalités environnementales en tant qu'objectifs de connaissance et d'action à part entière. C'est en effet une totale rénovation de ses objets, concepts et méthodes que l'agronomie a dû opérer pour assumer cette prise en compte, sans pour autant se désintéresser de ses objets traditionnels. La rupture correspondante est repérable de façon nette dans les structures et programmes de la recherche agronomique française à partir du début de la décennie 90, même si d'importants signes précurseurs pouvaient être décelés auparavant. Elle s'est

⁸ A titre d'exception notable et pour illustrer le type d'écrit dont nous voulons parler, on peut citer l'ouvrage récent *Les clés des champs, l'agriculture en questions*, T. Doré et al., 2008, Editions Quae.

ensuite propagée progressivement à l'ensemble du dispositif de recherche-développement et développement. Aujourd'hui, le maintien si ce n'est la recrudescence des recrutements d'agronomes dans ce dispositif sont très largement liés à la prise en charge, désormais généralisée, des enjeux environnementaux. L'analyse de cette transition majeure, qui représente pour l'agronomie une véritable jouvence, ainsi que plus globalement celle des relations agriculture-environnement occuperont sans nul doute une place importante dans la revue.

L'adjonction largement souhaitée de « et Sociétés » dans l'intitulé mérite un commentaire car elle peut paraître sujette à caution : dans le cursus de formation des agronomes, les sciences sociales sont le parent pauvre. Quant aux structures qui les emploient, elles sont souvent taxées d'agricolo-centrisme. Mais les raisons d'afficher cette ouverture sont profondes et, là encore, constitutives de l'identité de l'agronomie d'aujourd'hui. Les problèmes que doit traiter l'agronomie ont leurs origines et leurs solutions non seulement au sein des espaces et structures agricoles mais aussi en dehors de ceux-ci. De plus en plus, l'agronomie doit s'intéresser aux interactions entre production végétale et les autres activités et occupations de l'espace, qui conditionnent de plus en plus l'évolution des systèmes de culture. Ce n'est donc pas en étant inféodée à l'agriculture que l'agronomie lui est la plus utile. C'est d'ailleurs ce qu'illustre le redéploiement des sujets traités par les organismes de développement agricole à vocation territoriale : à titre d'exemple au sein des Chambres d'Agriculture, les services d'appui à la planification foncière en zone périurbaine, et plus généralement aux formes de développement de l'agriculture en milieu périurbain, ont pris une importance considérable, et des agronomes y sont recrutés.

4) Un numéro inaugural illustratif de nos intentions

Faire en sorte que les problématiques agronomiques aient largement leur origine dans une réflexion non circonscrite à l'agriculture : c'est pour cette raison que nous avons demandé

à Michel Griffon d'intervenir lors de l'assemblée constitutive. Parmi les lanceurs d'alerte qui, ces dernières années, ont ravivé la sensibilité des agronomes français aux questions d'alimentation et d'agriculture appréhendées à l'échelle planétaire, il est celui qui a déployé le plus d'efforts didactiques pour parler leur langage et traduire les enjeux de développement durable en pistes de travail à leur intention. Le défi qu'il nous adresse concerne avant tout nos approches : nos analyses et nos propositions doivent elles aussi se situer à l'échelle de la planète. Ce défi est double : d'une part, nous devons développer des méthodes de description, d'analyse et de modélisation propres à cette échelle, où disparaissent les systèmes que nous sommes accoutumés à appréhender ; d'autre part, nous devons assumer la genericité revendiquée pour notre discipline : l'agronomie n'est pas une science de localité et les problèmes agronomiques de telle ou telle région du monde ne sont pas réservés aux agronomes du cru.

Cette montée en généralité ne conduit aucunement à amoindrir l'exigence du dialogue agronome – agriculteur, qui est une source vitale d'information et de questionnement mutuel, et de confrontation théorie-pratique. La sollicitation adressée à Bernard Guidez, encore récemment président du réseau Farre⁹, et agriculteur passionné d'agronomie, voulait souligner cette exigence, et ce n'est pas par hasard que nous lui avons demandé d'intervenir à la suite de Michel Griffon. Son témoignage fait mieux que répondre à notre attente : il montre qu'il y a du côté des agriculteurs une aspiration intense au dialogue avec les agronomes, dont le fondement est une passion partagée pour l'observation, le diagnostic, l'expérimentation. Comme l'a souligné Jean-Marc Meynard à un autre moment de l'assemblée, ce dialogue doit être un moteur essentiel d'une co-évolution de l'agriculture et de l'agronomie, qui ne soit pas totalement contrainte de l'extérieur, par la réglementation, les débouchés commerciaux, la concurrence internationale.

Cette co-évolution moins subie ne peut s'instaurer sans l'éclairage de la démarche historique. A défaut le risque est grand de tomber dans une vision simpliste, idéaliste ou

⁹ Forum de l'Agriculture Raisonnée Respectueuse de l'Environnement

idéologique, avec à la clé une absence totale d'emprise sur la réalité. Peter Jones nous en a apporté la démonstration : son étude comparée de l'émergence de l'agronomie dans les contextes britannique et français nous fait prendre conscience du rôle majeur de l'Etat et des politiques publiques – notamment de formation – dans la genèse de l'agronomie. Cet apport aura sans nul doute un impact important sur les activités de l'Afa, car il entre en résonance avec les attentes des adhérents. Ils sont en effet nombreux à souhaiter, d'une part que l'Afa s'intéresse à l'histoire de l'agronomie et stimule son développement, d'autre part que les agronomes élaborent et expriment leurs points de vue dans le cours de l'élaboration des politiques publiques.

Développement durable, attente des agriculteurs, intérêt des historiens : autant d'encouragements à approfondir et affermir l'agronomie. Guy Paillotin va plus loin encore en nous remettant en face de son statut de discipline. Ce n'est pas seulement le représentant de l'Académie d'Agriculture, porteur de son parrainage, qui nous apporte cette confirmation. C'est aussi le physicien, disciple de Pierre-Gilles de Gennes, puis dirigeant d'organismes de recherche qui ont été le cadre de la révolution des sciences de la vie et des biotechnologies ces dernières années, peu suspect d'aveuglement ou de complaisance envers la fausse science ou les pseudo-disciplines. Mais ce statut n'est pas gratuit : il nous donne l'obligation de faire valoir l'apport spécifique de l'agronomie en regard de l'état du monde, en toute liberté de pensée par rapport aux attaches institutionnelles.

Tous ces encouragements ne suffiraient pas à justifier la tentative de structurer la communauté des agronomes, si cette démarche ne répondait pas à leurs attentes. L'enquête analysée par Jacques Caneill et Philippe Prévost a été déterminante pour inciter les fondateurs de l'Afa à passer à l'acte : il y a bien une aspiration des agronomes, dans la diversité de leurs métiers, à affermir et affirmer l'identité de l'agronomie, et à faire exister une instance de partage et d'échanges autour de cette discipline.

Conclusion : poser un jalon

Au jour où nous publions ce premier numéro inaugural, l'Afa a deux ans d'âge. Le concept de carrefour interprofessionnel est, à ce jour, validé : il a donné lieu à des réflexions, débats et manifestations dont le succès montre que ce concept répond bien à l'attente d'un nombre important d'agronomes ou personnes intéressées par l'agronomie.

En réalisant ce numéro, nous n'avons pas la prétention de faire œuvre historique. Notre initiative, les circonstances dans lesquelles nous avons sollicité les textes réunis ici, une large part de leurs contenus, sont datés et tributaires de la conjoncture agricole, alimentaire, environnementale et scientifique des premières années du XXI^{ème} siècle. C'est, d'une certaine manière, ce qui faisait leur intérêt à nos yeux et est devenu notre motivation à les publier : fournir un jalon à tous ceux qui ont ou auront à cœur d'analyser l'évolution de l'agronomie. Ils pourront trouver dans les pages qui suivent une trace de l'état d'esprit et des motivations qui présidaient à la création de l'Afa et de sa revue.

Les voies et formes que prendra l'évolution de l'agriculture auront évidemment un impact sur l'évolution de l'agronomie en France. Mais cette dépendance est partielle, et l'agronomie dispose d'une part certaine d'autonomie, donc de responsabilité, vis-à-vis de sa propre évolution.

*

* *

Remerciements

Cet article a bénéficié de la relecture et des commentaires judicieux de Marc Benoit, Thierry Doré, Carolyne Dürr, Philippe Prévost, Olivier Réchauchère, Guy Trébuil, membres de l'Afa.